

Les éléments sociaux qui influencèrent la francisation de l'Arelerland

1830 : révolution belge. L'Arelerland deviendra cependant officiellement belge en 1839.



1 Vers 1830 : Commencement du premier mouvement d'immigration francophone dans l'Arelerland, suite à l'installation de l'administration provinciale belge et de l'administration judiciaire à Arlon.

2 1872 – 1977 : Deuxième immigration importante de francophones dans l'Arelerland suite au développement de la sidérurgie à Athus.

3 Fin des années 50 : Troisième immigration, qui cette fois-ci viendra de Flandre. La plupart de ces gens exerceront une activité professionnelle dans le milieu primaire et apprendront le luxembourgeois.

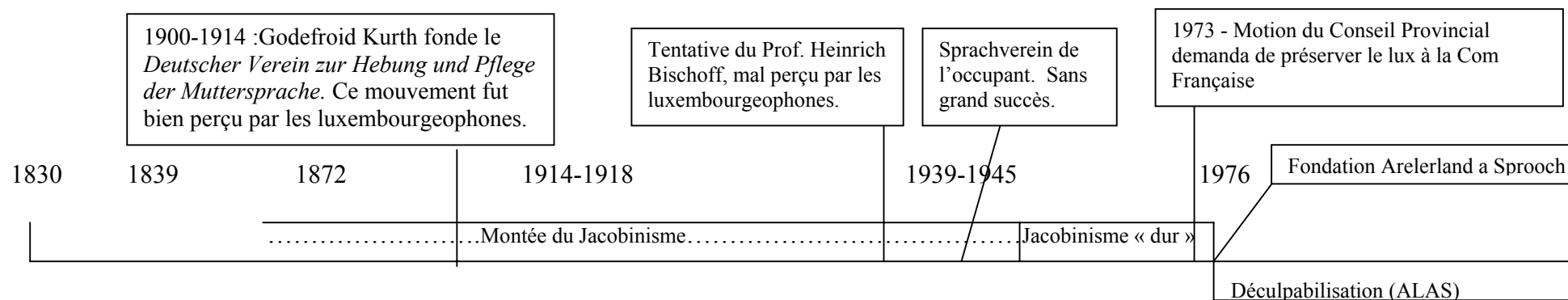
4 Fin des années 70, développement du travail Belgo-luxembourgeois. La main d'œuvre de l'Arelerland sera insuffisante et un quatrième mouvement de population principalement de Wallonie viendra s'installer dans les communes frontalières de l'Arelerland.

Rmq. : Les deux premières immigrations francophones n'influencèrent la francisation que des villes d'Arlon et d'Athus.

Le troisième mouvement de population s'intégra parfaitement en apprenant le luxembourgeois.

Le quatrième mouvement de population, ne s'installa pas seulement à Arlon ou à Athus, mais s'étendit également dans les villages, francisant « naturellement » la vie culturelle rurale.

Les éléments politiques qui influencèrent la francisation de l'Arelerland



1900-1914 : *Deutsche Verein zur Hebung und Pflege der Muttersprache*. Cette association avait été créée sous l'impulsion du Professeur Godefroid Kurth, dans le but de soutenir et de promouvoir la langue allemande dans l'Arelerland, car la « Culture française » prenait le dessus sur la « Kultur allemande » principalement dans la ville d'Arlon et d'Athus. A cette époque les premières disputes culturelles commencèrent, car les pro-francophones d'Arlon voulaient repousser catégoriquement la langue allemande, qui était déjà de moins en moins enseignée dans le chef-lieu. Cependant dans le milieu rural, les deux langues continuaient à faire bon ménage à l'école et dans la vie de tous les jours. Le Deutsche Verein sera dissous par patriotisme en 1914, lors de l'invasion allemande.

Fin des années 30 : Le professeur Heinrich Bischoff tente de sauvegarder la langue allemande dans l'Arelerland et la région de Montzen, c'est le territoire « Altbelgien ». Cependant les idées de Bischoff sont différentes de l'action de Godefroid Kurth. Bischoff développe une politique « pan-germaniste » et il deviendra très vite mal perçu par les luxembourgeois.

Pendant l'occupation 39-45 : Sous l'impulsion du Professeur allemand Mathias Zender, délégué culturel de la Kommandantur d'Arlon, avait été créé un « Sprachverein » qui sera dirigé par des arlonais. Ce mouvement avait pour but d'imposer la langue allemande et de re-germaniser la ville d'Arlon et d'Athus. Il comptera 1300 membres : 60% seront membres pour bénéficier des avantages en nature (nourriture, ...), 20% par précaution ou diplomatie et les 20 % restant par conviction. Ce mouvement n'aura pas eu le succès escompté.

Du côté francophone, la montée du jacobinisme se développa, pour arriver à une période de « jacobinisme dur » après la guerre.

1947 : De nombreux livres de littérature et de manuels scolaires en allemand sont brûlés. Cette action fut encouragée par l'inspection scolaire belge. En 1947 sera fait un recensement linguistique par l'Etat belge. La question était la suivante : Quelle est votre langue maternelle ? Il fallait choisir le français ou l'allemand. Le luxembourgeois n'était pas repris dans la liste. Des pro-francophones firent la tournée des villages afin que les gens cochent le français à la

place de l'allemand. 9 % de la population répondit connaître une langue germanique alors qu'au recensement de 1930, 80% avait répondu connaître l'allemand !

Pendant cette période apparaîtra la théorie du Docteur Pichon (« Le bilinguisme est une infériorité intellectuelle »), la formation d'instituteur bilingue français-allemand pour l'Arelerland donnée à Arlon et Virton est supprimée et de nombreux instituteurs bilingues de l'Arelerland sont déplacés dans la Communauté germanophone et remplacé par des instituteurs unilingues francophones. Le catéchisme et la messe sont fait non plus en allemand mais en français. La section régendats en langues germaniques d'Arlon est fermée, etc...

1973 : Le Conseil Provincial voyant la situation et les problèmes socio-économiques qui pouvaient en découler, décida de voter une motion demandant à la communauté Française de Belgique de prendre toutes les mesures adéquates en vue de la préservation du luxembourgeois. Rien de concret ne fut cependant entrepris.

1976 : Création de l'asbl Arelerland a Sprooch dans le but de sauvegarder et de promouvoir la langue et la culture luxembourgeoise. Un travail de fonds fut entrepris, il s'agissait de déculpabiliser les luxembourgeophones. Il fallait en effet séparer l'amalgame luxembourgeois = allemand ficelé à travers l'histoire aussi bien par l'impérialisme allemand et le jacobinisme francophone. Alas, organisa le premier cours de luxembourgeois dans l'Arelerland.

24 janvier 1983 : Décret relatif au recours à un dialecte de Wallonie dans l'enseignement primaire et secondaire de la Communauté française. Le luxembourgeois est repris dans la liste, mais aucune école de l'Arelerland n'en a profité.

19 mars 1991 : Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française. Ce conseil est uniquement consultatif.

Quelques « affaires » des années 90 à l'an 2000 : La Communauté française et son inspection scolaire sont catégoriquement contre un retour à l'enseignement bilingue ou plurilingue dans les écoles de l'Arelerland : il suffit de se remémorer les affaires d'Attert et de Sterpenich.

Le massacre du patrimoine de l'Arelerland continue : combien de fois des noms de rues ont-elles été francisées car la dénomination luxembourgeoise ne convenait pas à des pro-francophones. Des chemins de croix d'église écrit en allemand gothique sont remplacés par une version française. Des anciens cimetières qui auraient dû être classés ont été détruits, aucune politique de sauvegarde n'est mise en place ! Il est actuellement très difficile à déterminer si ce type d'incidents est dû à une volonté politique ou à la bêtise humaine !

Octobre 2000 : le mouvement politique « Rassemblement Luxembourgeois » est créé par des personnes désirant une meilleure gestion communale et la sauvegarde des spécificités culturelles et linguistiques de l'Arelerland.

2002 : Josy Arens, député-bourgmestre s'adresse pour la première fois en luxembourgeois à la Chambre des députés pour revendiquer les droits des luxembourgeophones de Belgique.

2002 : Le ministère de la Culture du Grand-Duché de Luxembourg fait les premiers pas pour développer une coopération culturelle avec Arelerland a Sprooch.